



Centre Hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT 78 Sud

MARCHÉS PUBLIC DE SERVICES

Marché d'affacturage : Service de préfinancement de la T2A pour le Centre Hospitalier de Versailles

Passé selon la procédure
Appel d'offre ouvert (Article R2124-2 1° R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique).

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2024MM21

SOMMAIRE

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - PROCEDURE ET DUREE DU MARCHE.....	4
2.1. PROCEDURE.....	4
2.2. DEMARRAGE DU MARCHE, DUREE.....	4
2.3. REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES	4
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
ARTICLE 5 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	5
ARTICLE 6 - CLAUSES CONTRACTUELLES CONTRADICTOIRES.....	5
TITRE II - EXECUTION DU MARCHE	5
ARTICLE 7 - OBLIGATIONS.....	5
7.1. ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE	5
7.2. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	6
7.3. ENGAGEMENTS DU CHV.....	6
7.4. ENGAGEMENTS RECIPROQUES	6
ARTICLE 8 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE	6
8.1. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES	6
8.2. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION	7
9.1. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FINANCEMENT	7
9.2. PROLONGATION DES DELAIS	7
ARTICLE 10 - INTERVENTION DU TITULAIRE.....	7
10.1 PERSONNELS D'INTERVENTION DU TITULAIRE	7
10.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	7
ARTICLE 11 - GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	7
11.1 GROUPEMENT	7
11.2 SOUS-TRAITANCE.....	7
ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	8
12.1 RESPONSABILITES	8
12.2 ASSURANCES	8
TITRE III - DISPOSITIONS FINANCIERES	9
ARTICLE 13 - LE PRIX.....	9
13.1 FORME DU PRIX.....	9
13.2 COMMISSION DE GESTION	10
13.3 COMMISSION DE FINANCEMENT	10

13.3 FRAIS DE DOSSIER.....	10
13.5 OFFRES PROMOTIONNELLES	10
ARTICLE 14 - AVANCE	10
ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT	10
15.1 GENERALITES	10
15.2 RYTHME ET CONTENU DE LA FACTURATION.....	11
15.3 FACTURATION ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE POUR CERTAINES TAILLE D'ENTREPRISES.....	12
ARTICLE 16 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	13
ARTICLE 17 - NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES	13
TITRE IV - MESURES COERCITIVES	13
ARTICLE 18 - PENALITES.....	13
18.1PENALITES DE RETARD POUR LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE	13
18.2 PENALITES EN CAS D'ERREUR DANS LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE OU DANS L'APPLICATION DE LA COMMISSION	13
ARTICLE 19 - FIN ANTICIPEE DU MARCHE	13
ARTICLE 20 -LITIGES.....	14

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation ayant pour objet un service de préfinancement de la T2A à destination du Centre Hospitalier de Versailles. Ce service a vocation à préfinancer les créances détenues par du Centre Hospitalier de Versailles sur l'Assurance maladie.

Le présent marché fixe le cadre des conditions générales, financières et opérationnelles, du service de préfinancement des recettes de T2A. Ce cadre sera décliné dans un contrat d'affacturage aux fins de définir les modalités de financement et de fonctionnement.

Cette consultation est lancée par le Centre Hospitalier de Versailles conformément aux dispositions de l'article R.6132-16 du CSP.

La présente consultation concerne le Centre Hospitalier de Versailles sans que cela ne fasse obstacle à l'intégration en cours d'exécution du marché à l'un ou plusieurs établissements parties par la voie d'un avenant conformément à l'article 8.1 du présent CCAP.

Le Centre Hospitalier de Versailles conserve la responsabilité de l'exécution du présent marché conformément aux dispositions de l'article R. 6132-16 du CSP.

ARTICLE 2 - PROCEDURE ET DUREE DU MARCHE

2.1. PROCEDURE

La procédure de passation du présent marché est un appel d'offres au sens de l'article L2124-2 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Elle est soumise aux dispositions de l'article R2124-2 du Code de la Commande Publique.

2.2. DEMARRAGE DU MARCHE, DUREE

Le présent marché démarre au plus tard à compter du 8 avril 2024 ou à la date de notification si date ultérieure. Le caractère exécutoire du présent marché est conditionné, s'agissant du Centre Hospitalier de Versailles, à l'approbation expresse du Directeur Général de l'ARS dans le mois qui suit la communication de l'offre du prestataire à l'ARS, conformément aux dispositions du décret n°2019-903 du 29 août 2019. En l'absence de cette approbation, le marché sera réputé nul et non avenue pour ce qui concerne le Centre Hospitalier de Versailles.

Le présent marché est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date d'exécution prévue par le marché ou la date de notification si ultérieure. Il pourra être renouvelable 3 fois 12 mois sans toutefois pouvoir excéder une durée totale de 48 mois. La reconduction du marché est tacite, ce qui signifie qu'en l'absence de reconduction expresse ou d'une décision de non reconduction le marché se poursuit.

En cas de décision de non reconduction du marché par le Centre Hospitalier de Versailles, le titulaire en sera informé par écrit 3 mois au moins avant la fin de la période annuelle.

Seul le Centre Hospitalier de Versailles a le pouvoir de reconduire ou mettre fin au présent marché.

2.3. REALISATION DE PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du présent marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations complémentaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché, dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande Publique, la présente consultation n'est pas décomposée en lots.

Le montant estimatif du marché pour la durée maximale de 4 ans est de 800 000 euros HT. Ce montant est indicatif, il n'engage pas l'administration.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

- L'acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le C.C.T.P
- Le contrat d'affacturage, le cas échéant
- L'offre technique et financière du titulaire
- Eventuelles annexes supplémentaires

Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique (Ordonnance n° 2018-1074, Décret n° 2018-1075 et leurs modificatifs)
- Le Code de la Santé Publique Articles L6132-1 à Article L6132-7
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics des fournitures courantes et de services.
- La réglementation en vigueur à la date de l'avis d'appel public à la concurrence du présent marché

ARTICLE 5 - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Nonobstant toute dérogation prévue par le CCAP, le titulaire du marché est soumis aux dispositions du CCAG FCS en vigueur au moment de la publication du marché.

ARTICLE 6 - CLAUSES CONTRACTUELLES CONTRADICTOIRES

La résolution d'un conflit résultant de l'interprétation de deux stipulations contradictoire au sein d'une même pièce contractuelle revient au pouvoir adjudicateur.

TITRE II - EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS

7.1. ENGAGEMENTS DU PRESTATAIRE

Le prestataire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession étant précisé que toute faute de sa part lors du règlement des créances (faux en écriture, manœuvre viciée...) est susceptible d'engager sa responsabilité pénale.

Le prestataire s'engage à respecter son obligation de confidentialité conformément à l'article 7.2 du présent CCAP.

L'ensemble des prestations doivent être exécutées dans le respect des délais énoncés, dans le cas

contraire les pénalités prévues à l'article « PENALITES » du présent CCAP s'appliqueront.
Le prestataire a une obligation générale de conseil et d'information à l'égard du Centre Hospitalier de Versailles.

A ce titre, le prestataire s'oblige à :

- Mettre en place les moyens nécessaires à la réalisation des prestations
- Exécuter sur la durée du marché l'ensemble des prestations contractuelles
- Informer par tout moyen du Centre Hospitalier de Versailles et l'Assurance maladie de toute difficulté rencontrée dans l'exécution des prestations
- Informer le Centre Hospitalier de Versailles et l'Assurance maladie lors du règlement d'une créance. Les modalités d'information ainsi que leur fréquence sont stipulées dans le contrat d'affacturage.
- Mettre à disposition une plateforme informatique permettant la dématérialisation des flux d'information entre le Centre Hospitalier de Versailles et le prestataire
- Garantir la sécurité informatique de la plateforme de transmission d'information entre le Centre Hospitalier de Versailles et le prestataire.

7.2. CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

L'ensemble des informations et documents communiqués par le GHT au titulaire du marché est de nature confidentielle. Le titulaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire pour respecter et faire respecter (en cas de sous-traitance) cette clause.

En cas de non-respect, le titulaire s'expose à des poursuites pénales.

7.3. ENGAGEMENTS du CHV

Le Centre Hospitalier de Versailles exécute de bonne foi les obligations contractuelles mises à leur charge concernant notamment :

- La transmission des informations relatives aux pièces comptables transférées
- L'information du prestataire en cas de litige sur une créance transférée par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.4. ENGAGEMENTS RECIPROQUES

La nécessaire coopération des parties pour la mise en œuvre efficiente des relations contractuelles suppose une application stricte de leurs engagements réciproques d'information, de loyauté et d'assistance. En cas de litige, la responsabilité contractuelle sera appréciée à l'aune de tout manquement afférent.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE

8.1. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU CENTRE HOSPITALIER DE VERSAILLES

En cas de modification liée à l'exécution du marché ou dans le cas de l'intégration d'un autre établissement partie du GHT au présent marché, l'établissement support réalisera un avenant pour le compte de tout ou partie des établissements parties aux GHT.

8.2. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement Le Centre Hospitalier de Versailles des modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement du titulaire.

ARTICLE 9 - DELAIS D'EXECUTION

9.1. DELAI D'EXECUTION DES PRESTATIONS DE FINANCEMENT

Le prestataire s'engage à réaliser le préfinancement des créances transférées conformément aux stipulations du CCTP.

Sauf cas de force majeure ou du fait du Centre Hospitalier de Versailles le prestataire encourt les pénalités prévues dans le présent CCAP en cas de défaut de règlement des créances dans le délai opposable.

9.2. PROLONGATION DES DELAIS

Dans l'hypothèse où le prestataire serait dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution susmentionnés à raison d'une force majeure ou du fait du Centre Hospitalier de Versailles le délai pourra être prolongé sans que cela n'altère les autres obligations contractuelles. Les modalités sont précisées dans le contrat d'affacturage.

ARTICLE 10 - INTERVENTION DU TITULAIRE

10.1 PERSONNELS D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les personnes désignées par écrit par le titulaire sont seules autorisées pour la prestation objet du marché.

Le personnel de l'entreprise titulaire doit observer toutes les consignes générales de sécurité.

Le titulaire du marché devra justifier de la qualification de son personnel d'intervention.

10.2 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements de la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

ARTICLE 11 - GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

11.1 GROUPEMENT

Si le titulaire se présente en groupement, la transformation en groupement conjoint avec solidarité du mandataire sera exigée au stade de l'attribution du marché.

Le mandataire est par conséquent engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. Il représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis du Centre Hospitalier de Versailles, pour l'exécution du marché.

Les stipulations de l'article « REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE », sont applicables à chacun des membres du groupement, le cas échéant.

11.2 SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ou chacun des membres du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du Centre Hospitalier de Versailles l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément :

- il remet sa demande contre récépissé à chaque établissement partie concerné.
- ou leur adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception

Le titulaire utilise notamment, pour formuler sa demande, une déclaration de sous-traitance

conformément au formulaire DC4 téléchargeable via le lien suivant :
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

La déclaration de sous-traitance indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées (en faisant apparaître le paiement direct et l'auto liquidation) ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les situations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- le compte bancaire à créditer.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues au CCAG-FCS II en est de même si le titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande prévue ci-dessus.

La demande d'agrément de sous-traitance doit intervenir au moins un mois avant le démarrage des tâches qu'il est prévu de confier au sous-traitant.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITES ET ASSURANCES

12.1 RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité des prestations objet du présent marché. En conséquence, il est seul responsable des dommages causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- à son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à la collectivité publique ou à des tiers,

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait d'un établissement partie ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous marché.

12.2 ASSURANCES

Le titulaire du marché doit, à la constitution du dossier du marché, puis chaque année, justifier qu'il dispose d'une assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché, ou causés par la carence des installations dont il effectue la maintenance.

TITRE III - DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 - LE PRIX

13.1 FORME DU PRIX

Le titulaire a présenté son offre conformément au descriptif technique du présent cahier et portera le détail du montant de l'offre à l'article « MONTANT DU MARCHE » du présent CCAP.

Les prix sont exprimés en euros. Ils sont réputés être toutes taxes et charges comprises.

La rémunération du prestataire se compose en une commission de gestion, une commission de financement et des frais de dossier telle qu'indiquée dans la DPGF.

Les prix sont de nature forfaitaires.

▪ Variation des prix :

Les prix du marché sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les prix du présent marché sont maintenus la première année. A compter de la date anniversaire du marché, les prix peuvent être révisés annuellement à la hausse ou à la baisse par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 \times SYN(n)/SYN(o)] :$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro ;
- S(o) désigne la valeur de l'indice publié du mois de remise des offres ;
- S(n) désigne la valeur de l'indice connu au mois de la révision des prix (soit deux mois avant la date anniversaire du marché).

Les index utilisés sont les suivants :

SYN : Syntec (sociétés assujetties à la TVA)

Les index sont publiés sur le site de l'INSEE.

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient lors du premier règlement qui suit la parution de l'index correspondant.

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif ou barème avec un préavis de deux (2) mois minimum avant la date prévue pour la révision.

Toutefois le prix de règlement ne pourra excéder le prix résultant de l'évolution de l'indice en vigueur aux dates prévues pour l'ajustement sur le barème du titulaire.

13.2 COMMISSION DE GESTION

Le prestataire se rémunère du service de préfinancement de la T2A par une commission de gestion calculée sur le montant des créances transférées.

Le taux de cette commission est annexé à l'acte d'engagement ainsi que l'ensemble des prestations rémunérées par cette commission (gestion des factures transférées, mise à disposition de la plateforme informatique, gestion du poste client...).

Le taux peut être fixe ou variable.

13.3 COMMISSION DE FINANCEMENT

La commission de financement rémunère le financement des créances.

La commission de financement est calculée en base annuelle exacte aux 360èmes à compter de la date de transmission de la créance sur la plateforme de dématérialisation du prestataire + 1 jour jusqu'à la date de paiement de la créance par l'Assurance maladie au prestataire. Les durées de financement sont calculées en jour calendaires.

La proposition commerciale du titulaire en annexe de l'acte d'engagement précise la décomposition de la commission de financement s'il s'agit d'un taux variable :

- Un indice de référence faisant l'objet d'une publication régulière
- Majorée le cas échéant d'un taux de marge

A ce titre, le candidat proposera un encadrement de l'indice de référence retenu à travers la définition d'un taux plafond et éventuellement d'un taux plancher.

Le candidat peut aussi proposer un taux fixe en précisant les éventuelles modalités de révision en cas de reconduction du contrat.

13.4 FRAIS DE DOSSIER

Les frais de dossier rémunèrent le travail effectué lors de la constitution du dossier de crédit.

Ces frais sont fixes et facturés au démarrage du contrat.

13.5 OFFRES PROMOTIONNELLES

Les taux de commissions visés par le présent CCAP peuvent également évoluer à la baisse dans le cadre de taux promotionnels mis en place par le prestataire.

Ce dernier apporte toute précision utile, notamment la durée de validité de la promotion, ainsi que la désignation précise du ou des taux concernés.

A l'expiration de la période promotionnelle, les taux annexés à l'acte d'engagement sont de nouveau opposables.

ARTICLE 14 - AVANCE

Il sera fait application des dispositions des articles R2191-3 et R2191-4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 15 - MODALITES DE REGLEMENT

15.1 GENERALITES

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique.

Après constat du service fait, le prestataire produira un dossier de demande de paiement à l'établissement partie concerné par la prestation objet de la facturation, comprenant :

- un mémoire, signé et daté, établi en un original et deux exemplaires, portant le détail du prix, prévu sur l'acte d'engagement
- toutes autres pièces justificatives nécessaires.

15.2 RYTHME ET CONTENU DE LA FACTURATION

La facturation s'établira tous les mois, à terme échu selon le tableau des prix de l'article « MONTANT DU MARCHE » du présent.

Le prestataire transmet au Centre Hospitalier de Versailles au plus tard le 5^{ème} jour du mois M+1 une facture accompagnée des éléments permettant le calcul de sa rémunération et notamment :

- Encours sur la période
- Montant et date de transfert des créances visées
- Montant et date de règlement des créances par l'Assurance maladie.

■ Prestation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

■ Forme des bons de commande :

Les bons de commande respectent la présentation demandée ci-dessus.

■ Libellé de remise des demandes de paiement :

Direction des Affaires Financières
177 rue de Versailles
78157 Le Chesnay-Rocquencourt

■ Comptable assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier du Centre Hospitalier de Versailles Trésorier
Centre Hospitalier de Versailles
12 rue de l'Ecole des Postes Versailles
78015 Versailles CEDEX

▪ **Prestations similaires :**

L'acheteur peut passer avec les titulaires, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence pour des prestations similaires dans le respect des dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat.

Les prestations similaires pourraient avoir lieu pour un autre établissement du GHT 78 Sud.

15.3 FACTURATION ELECTRONIQUE OBLIGATOIRE POUR CERTAINES TAILLE D'ENTREPRISES

L'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination des établissements publics santé :

- depuis le 1^{er} janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises (plus de 5 000 salariés) et les personnes publiques ; depuis 1^{er} janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (250 à 5 000 salariés) ;
- au 1^{er} janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (10 à 250 salariés) ;
- au 1^{er} janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).

La transmission de facture au Centre Hospitalier de Versailles se fait via la solution nationale CHORUS-PRO.

Un lien pour permettre aux entreprises de bénéficier de l'intégralité des informations sur la facturation électronique.

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

- Le code SIRET de l'entité destinataire : 26780271800028 qui identifie le centre hospitalier de Versailles.

ARTICLE 16 - DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements sont effectués par les comptables publics assignataires de chaque établissement partie au nom et pour le compte desquels le Centre Hospitalier de Versailles a passé ces marchés. Il est rappelé que le délai de paiement ne court qu'à partir de la date de réception par le Centre Hospitalier de Versailles, de la demande de paiement en bonne et due forme. L'indemnité de recouvrement et les intérêts moratoires sont calculés conformément au texte en vigueur à la date de signature du présent cahier des charges.

Le Centre Hospitalier de Versailles ne peut être tenu responsable en cas de retard de délais de paiement concernant un ou des établissements partie.

Le délai de paiement appliqué est celui disposé par l'article R2192-11 du code de la commande publique, soit 50 jours au maximum.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le marché peut être remis en nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191- 63 du Code de la Commande Publique.

TITRE IV - MESURES COERCITIVES

ARTICLE 18 - PENALITES

18.1 PENALITES DE RETARD POUR LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, dans le cas où les délais contractuels sont dépassés, le prestataire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard. Ces pénalités sont versées selon les modalités prévues au contrat d'affacturage. Elles correspondent à un pourcentage appliqué sur le montant des prestations de financement par journée de retard.

La journée de retard se calcule à partir du jour ouvré bancaire (JOB) suivant le jour où le prestataire aurait dû effectuer sa prestation.

La formule de calcul est la suivante : $P = 1\% \times MC \times J$

Dans laquelle :

- P : montant de la pénalité
- MC : montant de la créance
- J : nombre de JOB de retard (chaque jour commencé étant dû)

En sus de l'application de pénalités, tout dépassement des délais contractuels sont susceptibles d'entraîner la résiliation du contrat d'affacturage, lequel en précise les modalités, par le Centre Hospitalier de Versailles ou le GHT conformément à l'article 13 du CCAP.

18.2 PENALITES EN CAS D'ERREUR DANS LE FINANCEMENT D'UNE CREANCE OU DANS L'APPLICATION DE LA COMMISSION

Dans le cas où le prestataire commettrait plus de 3 fois, sur 30 jours glissant, pour le même établissement partie, une erreur dans le règlement de la créance et/ou dans l'imputation des frais et commissions, il encourt une pénalité forfaitaire de 10 000€, sans mise en demeure préalable, dont les modalités de versement sont prévues au contrat d'affacturage. Aucune exonération n'est admise.

A ce titre, le Centre Hospitalier de Versailles se réserve la possibilité de procéder à toute vérification utile pour constater le respect des obligations du prestataire.

Tout manquement est susceptible d'entraîner la résiliation du contrat par le Centre Hospitalier de Versailles conformément à l'article 13 du CCAP.

ARTICLE 19 - FIN ANTICIPEE DU MARCHE

Conformément à l'article 36.1 du C.C.A.G. F.C.S., en cas de défaillance du titulaire il sera pourvu par le Centre Hospitalier de Versailles aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par le fait de celui-ci, soit en cas de résiliation aux torts du titulaire.

Conformément à l'article 32 du C.C.A.G. F.C.S., Centre Hospitalier de Versailles se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché notamment lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

D'une manière générale et conformément au CCAG FCS, Centre Hospitalier de Versailles se réserve le droit de résilier le marché pour motif d'intérêt général ou pour faute du prestataire.

Les modalités de résiliation du contrat d'affacturage sont précisées dans ce dernier.

ARTICLE 20 - LITIGES

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Versailles
56 avenue de Saint-Cloud
VERSAILLES
78000

Téléphone : 0139205400
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr
Télécopie : 0139205487
Site internet : <http://www.ta-versailles.juradm.fr>

